

LE NORD CANADIEN

OFFRE DES ÉTATS-UNIS D'ENTRETEENIR LE
RACCOURCI HAINES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales s'il a reçu, du gouvernement de l'État de l'Alaska, une réponse à l'offre correspondante que lui a adressée le gouvernement canadien?

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Monsieur l'Orateur, hier j'ai informé la Chambre que nous avons offert au gouvernement de l'État de l'Alaska le même montant d'argent et aux mêmes termes, soit une année d'expérimentation en vue d'assurer la circulation sur cette route durant l'hiver prochain. J'ai ici un télégramme que j'ai reçu du gouverneur Egan, et en voici le texte:

Ai reçu votre communication télégraphique à l'effet que votre gouvernement est disposé à participer avec l'État de l'Alaska à l'entretien de la route Haines entre les points milliaires 48 et 94 durant la même période d'expérimentation d'une année que lors de l'hiver 1963-1964 et que vous contribuerez un paiement de \$127,050 en dollars des États-Unis. En ma qualité de gouverneur de l'Alaska, je tiens à vous dire que ce télégramme constitue une acceptation officielle de l'accord que vous avez mentionné dans votre télégramme. Nous avons l'intention de nous préparer en vue de l'entretien d'hiver avant de signer, le plus tôt possible, un accord officiel comme l'an dernier.

M. Nielsen: Puis-je poser une question connexe, monsieur l'Orateur? Le ministre peut-il nous dire ce que pense le gouvernement du Canada de la déclaration qu'a faite le premier ministre Bennett au sujet de la tenue d'un plébiscite auprès de la population du Yukon pour déterminer si ce territoire devrait être annexé à la province de Colombie-Britannique?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il-vous-plaît!

(Plus tard)

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle m'est inspirée par la réponse que le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales vient de donner à un honorable député de ce côté-ci de la Chambre et selon laquelle le gouvernement du Canada avait négocié directement avec un État américain afin d'en venir à une entente.

Voici la question que je pose au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. N'est-ce pas là une violation des principes du protocoles et un empiètement sur sa juridiction, car ces questions ne devraient-elles pas être examinées par le gouvernement du Canada et celui des États-Unis et vice versa au lieu de l'être par un gouvernement et un État ou une province et un État?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami sait parfaitement que les relations entre un pays et un autre relèvent normalement du ministère des affaires étrangères des deux gouvernements. Mais il ne s'ensuit pas que la transaction a enfreint cette règle. Au contraire!

M. Knowles: Admettez que cela crée un précédent.

L'AGRICULTURE

SUBVENTION À L'EXPORTATION DES
PRODUITS LAITIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Moore (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Agriculture une question qu'il voudra peut-être considérer comme un préavis. Comme M. A. B. Williams, chef de l'Office de stabilisation des prix agricoles du ministère de l'Agriculture, a mentionné que le producteur canadien de lait est incapable de concurrencer avantageusement les marchés étrangers, où le lait est abondant mais se vend peu cher, le gouvernement tient-il compte du fait que si le Canada désire exporter ses produits laitiers, on devra verser des subventions aux producteurs afin de compenser les faibles prix qu'on doit offrir sur les marchés étrangers? De façon générale, quand le ministre annoncera-t-il une nouvelle politique à cet égard?

M. l'Orateur: L'honorable député pourrait-il faire inscrire cette question au *Feuilleton*?

DINDES—RÉTABLISSEMENT DU CONTINGENTEMENT
DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE
DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de l'Agriculture. Comme le ministre a eu récemment des entretiens avec les éleveurs canadiens de dindes, quant à leur demande au sujet de l'imposition d'un embargo ou la réduction des importations, le ministre pourrait-il nous dire quel conseil il a donné à ces éleveurs à ce moment-là?

M. l'Orateur: Cette question est-elle de nature particulièrement urgente?

Des voix: Oui!

M. l'Orateur: Sinon, l'honorable député ne pourrait-il pas la faire inscrire au *Feuilleton*?

M. Winkler: C'est une question litigieuse, monsieur l'Orateur, et je crois que le ministre était disposé à y répondre.